

Pour la défense de la Culture Contre la précarité et la casse du service public

Les plans de restructuration massive des crédits qui sont en cours ne pourront mener qu'à la liquidation totale des moyens de la culture, et du spectacle vivant en particulier.

Il est temps de faire front, de se mobiliser, d'exiger une modification des politiques en cours !

Si nous laissons faire, le scénario est déjà écrit, il a déjà été joué pour les hôpitaux et la poste, il est également mis en place pour l'énergie et l'éducation : c'est la destruction du secteur public au profit de la logique concurrentielle et du mécénat privé.

Dans le public comme dans le privé, le sens des réformes continu à aggraver la situation sociale des salariés qu'ils soient artistes ou techniciens, permanents ou intermittents. La suppression des subventions et des divers modes de financement correspond à la disparition des structures et cadres adaptés au travail culturel, à la marchandisation de la Culture, à la dégradation des conditions de travail, à la suppression des acteurs de la culture.

La Révision Générale des Politiques Publiques, qui entraîne une réorganisation des missions qui menace directement les scènes nationales, a également des conséquences sur les plus petites structures, mais aussi détruit des organismes indispensables à l'existence d'un véritable service public de la Culture.

La réforme des collectivités territoriales (alors que l'Etat leur diminue leurs ressources propres, par la taxe professionnelle notamment) correspond à une baisse voire une annulation des budgets accordés à la Culture qui entraînera la mort des petites compagnies et des festivals.

La réduction des crédits du ministère au profit d'un Conseil de création artistique présidé par le Président de la République (animé par Karmitz) équivaut à une perte de l'autonomie culturelle.

La modification des modes de gestion des crédits de la Culture défavorise les petites structures qui sont vouées à disparaître et avec elles des spécificités et des liens locaux qui ne seront pas repris par les super-structures, les "industries culturelles". C'est la fin de la diversité culturelle.

Sous couvert d'« excellence » et de modernisation, le terme « culture » tend à se réduire à un concept éthéré d'« art » réservé à une élite ou à des marginaux, un « loisir », à ce titre livré au secteur privé.

Le laisser-faire en matière culturelle qu'incarne le ministre actuel, c'est l'alibi du néant de la pensée, du néant du projet.

Il faut réoccuper l'espace public à travers l'art, la culture et l'information indépendante. Cela participe de l'élargissement de la démocratie au travers notamment de la démocratisation culturelle qui encourage la prise de parole de chacun et favorise la construction et l'épanouissement de tous. Nous défendons une politique culturelle dont l'objectif puisse être de (re)donner une raison de vivre ensemble, un sens de la collectivité et de l'intérêt général, des valeurs de solidarité, de justice sociale et de fraternité.

On a déjà eu la preuve de l'absurdité des réformes : suite aux protocoles de Juin 2003 et Avril 2006, le nombre d'intermittents a réduit, mais le coût a augmenté pour l'Etat.

Quand des embauches existent, elles sont toujours plus précaires (Contrat Unique d'Insertion).

On prône l'indépendance et la flexibilité mais sans en donner les moyens. Conséquence : les acteurs culturels se retrouvent au RSA !

Et malgré cela, on nous dit que l'augmentation de l'âge de départ à la retraite est nécessaire ? !

La préoccupation réelle du gouvernement n'est pas de réduire les coûts, mais de nous imposer une situation de dépendance afin de nous rendre dociles et affaiblis et de briser les solidarités .

Il faut réclamer un autre modèle d'organisation du travail, qui lutte contre l'exploitation des plus faibles ; pour cela nous tenons à affirmer notre soutien à la « Grève des chômeurs » qui a débuté le 3 mai 2010.

Dans la culture comme ailleurs, nous ne pouvons accepter que notre activité soit contrainte par la dictature de la productivité économique dans laquelle les gouvernements successifs veulent nous enfermer.